

Direction Centre Technique Municipal

**CARACTÈRE EXÉCUTOIRE**

- déposé en sous-préfecture le
- affiché en mairie le 25 NOV. 2024
- notifié le 25 NOV. 2024

Pour le Maire et par délégation  
La Directrice générale des services  
Karine COMBAUD

**ARRÊTÉ 2024/213**  
**(Arrêté circulation)**

**Objet : Prolongation de l'arrêté n° 2024/194 du 15 octobre 2024 relatif aux travaux de réalisation d'un accès et d'une plateforme pour le déroulage d'un câble de garde, rue des Chardonnerets, du 2 au 20 décembre 2024 - Entreprise SEMI FRANCE**

Le Maire des Ulis,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par les lois n° 82-623 du 22 juillet 1982 et n° 83-1186 du 29 décembre 1983 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2211-1, L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

Vu le Code de la route et notamment ses articles R. 412-39, R. 413-13, R. 417-10 et R. 417-12 relatifs à la réglementation du stationnement et l'article R. 411-8, relatif aux pouvoirs de police du Maire en matière de réglementation de la circulation et du stationnement ;

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal ;

Vu l'article L. 511-1 du Code de la sécurité intérieure ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 4<sup>ème</sup> partie - signalisation de prescription - approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie - signalisation temporaire - approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992) ;

Vu l'arrêté municipal n°2015/0035 en date du 26 février 2015 relatif à la lutte contre le bruit ;

Vu l'arrêté municipal n°2016/0159 en date du 7 avril 2016 relatif à l'hygiène et la sécurité des zones de travaux ;

Vu le règlement de voirie communautaire de la Communauté d'Agglomération Paris-Saclay de 2015 ;

Vu l'arrêté municipal n° 2024/177 du 18 septembre 2024 relatif aux travaux de réalisation d'un accès et d'une plateforme pour le déroulage d'un câble de garde ;

Vu l'arrêté municipal n° 2024/194 du 15 octobre 2024 relatif à la prolongation des travaux de réalisation d'un accès et d'une plateforme pour le déroulage d'un câble de garde ;

Vu la demande de prolongation de l'entreprise SEMI France sise 20-22 rue Louis Armand à PARIS (ex. rue des 75015) agissant pour le compte de l'entreprise DESSOLIN en date du 19 novembre 2024 ;

Vu qu'il y a nécessité de prolonger la période de travaux ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux de réalisation d'un accès et d'une plateforme pour le déroulage d'un câble de garde et assurer la sécurité des personnes chargées de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes ;

## ARRÊTE

### Article 1

L'entreprise SEMI FRANCE est autorisée à effectuer les travaux de réalisation d'un accès et d'une plateforme pour le déroulage d'un câble de garde. La circulation sera temporairement réglementée sur la voie communale Rue des Chardonnerets aux ULIS (91940), dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable du 2 au 20 décembre 2024.

### Article 2

Les piétons seront canalisés sur une zone sécurisée par l'entreprise SEMI FRANCE.

### Article 3

L'entreprise SEMI FRANCE sera tenue d'assurer la réfection des espaces verts et la remise en état des lieux à l'identique.

### Article 4

Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :

- Limitation de vitesse à 30 km/h ;
- Défense de stationner ;
- Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation.

### Article 5

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur. La raison sociale de l'entreprise effectuant les travaux et un numéro de téléphone joignable devront être appliqués sur l'installation faisant l'objet du présent arrêté.

La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier, selon le schéma :

- (1) C.F. 23 du manuel du chef de chantier édité par le SETRA édition 2000,
- (2) C.F. 24 du manuel du chef de chantier édité par le SETRA édition 2000,
- (3) C.F. 22 du manuel du chef de chantier édité par le SETRA édition 2000.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

L'affichage des arrêtés ne pourra se faire ni sur le mobilier urbain, ni sur les panneaux d'information, ni sur les végétaux.

L'installation ne doit pas entraver l'accès aux installations de sécurité ou protection civile. Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne la présence de réseaux. Toutes les dispositions seront prises par le bénéficiaire pour éviter toute pollution et notamment la pollution des réseaux d'assainissement. Toutes les mesures utiles seront prises par le bénéficiaire pour ne faire courir aucun danger aux ouvrages ou aux immeubles riverains. Le chantier sera organisé de façon à respecter l'arrêté susvisé de manière à réduire au maximum les bruits susceptibles de troubler la tranquillité des riverains et des usagers du domaine public.

### Article 6

Les abords de l'installation devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté. L'entreprise devra prendre toutes les mesures nécessaires afin de permettre au Syndicat Intercommunal des Ordures Ménagères (SIOM) d'assurer normalement la collecte des containers Ordures Ménagères et Emballages, ainsi que les encombrants des riverains.

### Article 7

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de(s) la section(s) concernée(s) par l'entreprise réalisant les travaux dans les 8 jours précédant l'intervention.

### Article 8

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

### Article 9

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

### Article 10

Monsieur le Commissaire divisionnaire de Police de Palaiseau, Madame le Commissaire adjoint de Police de Palaiseau, Monsieur le Capitaine de Police des Ulis, Monsieur le Responsable de Service de Police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en 2 exemplaires  
Les Ulis,  
Le 20 novembre 2024

Clovis CASSAN

Maire des Ulis